



Inkingi
Forces Démocratiques Unifiées
United Democratic Forces

++31 623075674 ++32 477813062 info@fdu-udf.org www.fdu-udf.org
Postbus 3124 2280 GC Rijswijk Netherlands

Rwandaises, Rwandais,
Chers amis du Rwanda,

En cette date du 28 janvier 2007, nous commémorons le 46^{ième} anniversaire de la conquête du droit et de la garantie de libre expression que le peuple rwandais a arrachées à la féodalité monarchique. En effet c'est le 28 janvier 1961 que les élus du peuple rwandais rassemblés à Gitarama proclamèrent la République rwandaise et adoptèrent la démocratie pluraliste comme système de gestion du pouvoir politique.

Point n'est besoin de rappeler les événements qui ont conduit à cette victoire pour les droits fondamentaux de la personne humaine. Je voudrais profiter de cette opportunité, non seulement pour rendre encore une fois de plus un vibrant hommage mérité à ces héros de la démocratie, mais aussi pour vous adresser nos meilleures salutations et vous souhaiter une bonne et joyeuse fête.

Chers Compatriotes,
Chers amis du Rwanda,

La démocratie est non seulement l'essence, la justification et la garantie ultime de nos choix politiques, mais elle est aussi le fondement même des libertés qui doivent être reconnues à tous les Rwandais, sans distinction aucune. Aujourd'hui, qu'il me soit donc permis de saisir cette occasion pour interpeller tout un chacun en vue de méditer sur ce principe aujourd'hui confisqué par le Front Patriotique Rwandais (FPR) depuis sa prise du pouvoir à Kigali en juillet 1994. La commémoration de la fête de la démocratie doit nous rappeler que le pouvoir politique appartient au peuple ; qu'il est exercé par lui et pour lui. En tant qu'acteur politique, le peuple rwandais doit donc pouvoir se prononcer sur le système politique qui régit le pays et prendre part à sa gestion tant sociopolitique qu'économique.

Mais, tel que le soulignent aussi les observateurs de droits de l'homme comme Human Right Watch dans son rapport annuel 2006 sur le Rwanda¹, force est de constater que ce droit fondamental continue d'être bafoué par le régime du FPR, qui est sans nul doute le régime le plus anti-démocratique et le plus dictatorial que le Rwanda ait jamais connu. En effet, malgré que le FPR vende à la Communauté Internationale un discours teinté de démocratie, il a

¹ http://hrw.org/wr2k7/pdfs/rwanda_fr.pdf; <http://hrw.org/french/docs/2007/01/11/rwanda14972.htm>

instauré un système dans lequel il a la mainmise sur toutes les Institutions politiques, économiques et judiciaires : il a complètement verrouillé toute l'espace politique, car personne ne peut exercer la politique en dehors du « Forum des Partis » qu'il contrôle totalement (article 56 de la Constitution), aucune opposition politique n'est acceptée à l'intérieur du pays ; aucun Parti, même s'il lui est inféodé, ne peut avoir contact avec la base (article 52 de la Constitution). Le régime FPR a mis fin à la libre circulation des personnes et des biens dans le pays², allant jusqu'à refuser à la population la libre commercialisation de ses produits et l'accès libre aux Centres urbains aux pauvres qui n'ont pas les moyens de s'acheter des chaussures !

L'interférence quotidienne du FPR dans le système judiciaire a complètement paralysé le fonctionnement des Cours et Tribunaux. Malgré les déclarations fracassantes de ses officiels martelant que toute personne « présumée coupable » doit se justifier devant la justice pour prouver son innocence, l'obstructionnisme du FPR contre toute action de justice impliquant ses membres ayant trempé dans des crimes de Guerre et des crimes contre l'humanité n'est plus à démontrer. La nervosité dont ont fait preuve les autorités de Kigali au lendemain de la publication du rapport du juge anti-terroriste Jean Louis Bruguière sur l'acte terroriste contre l'avion de feu le Président Habyarimana, et l'émission de mandats internationaux contre les principaux responsables de cet attentat qui a déclenché le génocide, est assez éloquente. Kigali veut faire du Rwanda un bunker de l'impunité des grands criminels membres et sympathisants du FPR.

En cette date où nous commémorons la fête de la Démocratie, le devoir de tout démocrate est de dénoncer cette impunité et de demander qu'il y ait une justice équitable pour tous, sans distinction aucune. Les FDU croient qu'il ne peut y avoir de paix sans justice et qu'il ne peut y avoir de réconciliation véritable sans une justice équitable.

Ce n'est évidemment pas le souci du FPR. Sa seule préoccupation reste la performance de ses instruments de répression pour rester au pouvoir le plus longtemps possible. La sinistre police secrète du régime, la Directorate of Military Intelligence (DMI), l'armée et la milice « Local Defense » sont aujourd'hui efficacement appuyées par les juridictions GACACA pour parachever l'épuration politico-ethnique engagée depuis 13 ans par un FPR assoiffé de vengeance et qui affiche une volonté inébranlable de briser toute forme de contestation.

Malgré que les établissements pénitenciers soient archicomblés et que les détentions de personnes sans jugement depuis 13 ans ne semblent perturber la conscience des responsables du régime, les arrestations et les emprisonnements arbitraires se sont multipliées et augmentent chaque jour le nombre de détenus. Ainsi, dans certaines prisons les détenus n'ont ni où s'abriter ni où dormir. Ils restent debout, dehors à longueur de journée et de nuit. Parmi ceux-ci, des jeunes, des vieillards, des femmes enceintes, d'autres allaitantes, sans parler des hommes valides dont la plupart sont emprisonnés sous la délation et restent sans dossiers.

Cette politique a indiscutablement des répercussions sur la vie socio-économique du pays. Toutes ces personnes emprisonnées sont des bras en moins pour le travail, notamment agricole. Cela a pour conséquence une diminution considérable de la productivité, d'autant plus meurtrière que la famine sévit, que les prix flambent. On en vient presque à se demander si tout cela ne procède pas d'une stratégie globale destinée à appauvrir la population et, à terme, à la rendre dépendante du régime. Parallèlement, d'autres mesures pour affamer volontairement la population rurale se multiplient. Tout le monde a encore en mémoire, la contrainte exercée au mois d'août 2006 sur les populations de Gitarama pour éradiquer les cultures de sécurité alimentaire comme la banane pour les remplacer par des fleurs pour

² New Times du 16 Janvier 2007 : Geoffrey Ntagungira , reportage visite à Nyagatare par le Ministre de l'Intérieur Musoni Protais, accompagné de Théoneste Mutsindashyaka de l'Eastern Province, Rucagu Boniface de Northern Province et Eraste Kabera de Southern Province : " He stressed that no one is allowed to settle illegally in any area without the permission of local leaders. The minister further said that the public has misinterpreted the law that allows the every citizen to settle at any place of their choice. He said:" The truth of the matter is that every one has a right to posses land as long as he/she acquired it in right procedures."

renflouer les caisses du FPR et enrichir davantage ses oligarques qui se cachent derrière la société « Highland Flowers ». Comme cadeau de nouvel an, le gouverneur de la Province de l'Est vient quant à lui d'interdire la culture de la patate douce dans son fief.

Rwandaises, Rwandais, Chers Compatriotes,

Chers Amis du Rwanda,

Le peuple rwandais aspire plus que jamais aujourd'hui à un Etat de droit afin qu'il puisse jouir de ses droits fondamentaux. En ce jour où nous célébrons le 46^{ième} anniversaire de l'instauration de la démocratie dans notre pays, permettez-moi de rappeler que les FDU se battent pour que chaque rwandais jouisse de ses libertés et de ses droits fondamentaux. Nous voulons un Etat de droit pour un peuple réconcilié, où la citoyenneté est une réalité dans les institutions et dans tous les secteurs de la vie du pays, et où les gens se reconnaissent d'abord autour des idées politiques qu'ils partagent et non sur base de l'appartenance ethnique, clanique, régionale ou autres. Nous continuerons à lutter pour l'instauration et l'exercice d'une démocratie pluraliste qui se traduira par des mécanismes constitutionnels et institutionnels qui sécurisent et rassurent tout un chacun.

Nous croyons fermement que continuer à opprimer la population et exclure l'opposition de la gouvernance du pays ne peut que conduire au désastre. C'est pourquoi, il est plus que temps pour que tous les Rwandais se mobilisent et luttent pour recouvrir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à se choisir librement leurs dirigeants. Il est du devoir de tout démocrate de mener ce combat à l'exemple de ceux qui, de par leurs efforts et au prix d'immenses sacrifices, ont mené la lutte démocratique de première heure qui a consacré la liberté et l'égalité des droits pour tous.

Oui, nos parents se sont battus pour que tous les Rwandais puissent jouir souverainement de leurs libertés. Ne pas reculer, ne pas baisser les bras devant un régime dictatorial et continuer la lutte afin que tout Rwandais se sente libre, c'est le plus grand hommage que nous puissions leur rendre.

Nous vous souhaitons encore une fois une bonne Fête de la Démocratie.

Vive la démocratie !

Vive la République !

28 janvier 2007

Ingabire Umuhoza Victoire

Présidente des FDU